

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Christophe De Beukelaer, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghrouani , *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

Excusés

Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux*.

Séance du 16.12.25

#Objet : CC - Règlement-redevance relatif au stationnement sur l'espace public des véhicules visés par l'ordonnance du 29.11.2018 sur le cyclopartage - Prorogation #

Séance publique

Taxes

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif au stationnement sur l'espace public des véhicules visés par l'ordonnance du 29.11.2018 sur le cyclopartage, voté par le Conseil communal en séance du 17.10.2023, devenu obligatoire en date du 23.10.2023, applicable pour la période du 23.10.2023 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu les articles 3.58 et 3.59 du Code civil ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29.11.2018 relative à l'utilisation de modes de transport partagés en flotte libre alternatifs à l'automobile ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.07.2023 portant exécution de l'ordonnance du 29.11.2018 relative à l'utilisation de modes de transport partagés en flotte libre alternatifs à l'automobile ;

Considérant que le déploiement de véhicules légers en libre partage crée une situation anarchique et dangereuse en ce que les utilisateurs laissent les véhicules à des endroits inappropriés ; que les missions de maintien de l'ordre public de la commune imposent de mettre en place une procédure d'enlèvement des véhicules mal stationnés ;

Considérant le souhait de la Commune d'encadrer le stationnement de ces véhicules ;

Considérant que la Commune a défini des zones de stationnement obligatoires pour les véhicules visés dans l'ordonnance du 29.11.2018 réparties sur l'ensemble du territoire communal, principalement aux endroits stratégiques (drop-zones) ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de proroger comme suit le règlement-redevance relatif au stationnement sur l'espace public des véhicules visés par l'ordonnance du 29.11.2018 sur le cyclopartage :

Assiette de la redevance

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2026 au 31.12.2031, une redevance communale sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules qui ne sont pas déposés dans les espaces spécifiques destinés à leur stationnement

(drop-zones).

Article 2.-

Au sens du présent règlement, il faut entendre par véhicule : tout véhicule, cycle, ou engin de déplacement visé par les articles 2.15.1, 2.15.2, 2.15.3, 2.17, 2.18, 2.19 et 2.20 du Code de la route, à l'exception du véhicule automobile.

Tarif

Article 3.-

Le tarif de la redevance pour l'enlèvement d'un véhicule de cyclopartage est fixé à :

- 100,00 EUR par vélo ou trottinette ;
- 200,00 EUR par vélo-cargo ou scooter.

Le tarif de la redevance journalière pour la garde d'un véhicule de cyclopartage est fixé à :

- 20,00 EUR par vélo ou trottinette ;
- 30,00 EUR par vélo-cargo ou scooter.

La redevance journalière est due à compter du jour qui suit celui de l'enlèvement du véhicule.

Redevable

Article 4.-

La redevance est due par l'opérateur au sens de l'ordonnance du 29.11.2018.

Recouvrement amiable

Article 5.-

La commune adresse à l'opérateur du véhicule, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de l'enlèvement, un courrier simple l'informant de l'enlèvement de son véhicule.

Article 6.-

Les redevances forfaitaires visées à l'article 3 sont à payer au Département Espaces publics durant les heures d'ouverture du service par l'opérateur ou un préposé dûment mandaté avant la récupération du véhicule au magasin communal.

Réclamation amiable

Article 7.-

La réclamation doit être adressée :

- soit par courrier postal au Département Espace public, avenue Charles Thielemans 93 à 1150 Bruxelles ;
- soit par courrier électronique à l'aide obligatoirement du formulaire, dûment complété et signé, disponible sur le guichet électronique de la Commune (www.woluwe1150.be) sous la rubrique "Réclamation - Stationnement sur l'espace publique des véhicules visés par l'ordonnance du 29.11.2018 sur le cyclopartage".

La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi du courrier visé à l'article 5.

Article 8.-

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas l'opérateur de venir chercher son véhicule et de payer la redevance due. Les montants perçus indûment seront remboursés s'il est donné une suite favorable à la réclamation.

Article 9.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 10.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Délai de conservation

Article 11.-

Le véhicule enlevé est conservé pendant un délai de 6 mois à dater du premier jour de son dépôt.
À l'expiration du délai de 6 mois précité, le véhicule non réclamé par l'opérateur ou un ayant droit, sera considéré comme définitivement abandonné et la Commune pourra en disposer conformément aux articles 3.58 et 3.59 du Code civil.

Article 12.-

A défaut de reprise du véhicule, une mise en demeure de paiement de la redevance due pour l'enlèvement et l'entreposage est envoyée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Recouvrement forcéArticle 13.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)Article 14.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictionsArticle 15.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

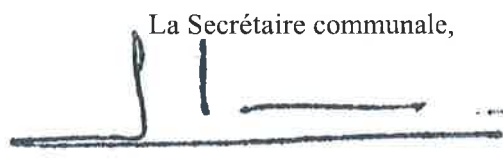
32 votants : 32 votes positifs.

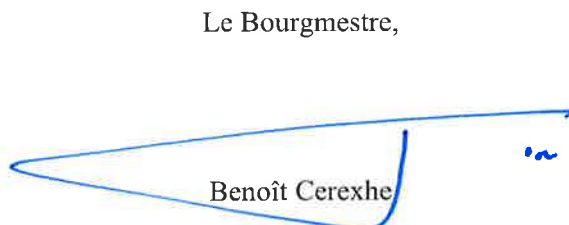
AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,
(s) Christophe De Beukelaer

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 18 décembre 2025

La Secrétaire communale,

Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,

Benoît Cerexhe

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Christophe De Beukelaer, *Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Burgemeester* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vaincel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghoulani , *Gemeenteraadsliden* ;
Florence van Lamsweerde, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, *Gemeenteraadsliden*.

Zitting van 16.12.25

#Onderwerp : GR - Retributiereglement betreffende het parkeren in de openbare ruimte van de voertuigen bedoeld in de ordonnantie van 29.11.2018 over fietsdelen - Verlenging #

Openbare zitting

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement betreffende het parkeren in de openbare ruimte van de voertuigen bedoeld in de ordonnantie van 29.11.2018 over fietsdelen, gestemd door de Gemeenteraad op zitting van 17.10.2023, verbinden geworden op datum van 23.10.2023, toepasselijk voor de periode van 23.10.2023 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op de artikels 3.58 en 3.59 van het Burgerlijk Wetboek ;

Gelet op de ordonnantie van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29.11.2018 betreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13.07.2023 houdende uitvoering van de ordonnantie van 29.11.2018 betreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto ;

Overwegende dat de uitrol van gedeelde lichte voertuigen een anarchistische en gevaarlijke situatie creëert doordat gebruikers hun voertuigen op ongepaste plaatsen achterlaten ; dat de openbare orde van de gemeente het noodzakelijk maakt om een procedure in te stellen voor het verwijderen van slecht geparkeerde voertuigen ;

Overwegende de wens van de Gemeente om het parkeren van deze voertuigen te reguleren ;

Overwegende dat de Gemeente verplichte parkeerzones heeft gedefinieerd voor de voertuigen bedoeld in de ordonnantie van 29.11.2018 verspreid over het hele grondgebied van de gemeente, hoofdzakelijk op strategische plaatsen (dropzones) ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende het parkeren in de openbare ruimte van de voertuigen bedoeld in de ordonnantie van 29.11.2018 over fietsdelen als volgt te verlengen :

Grondslag van de retributie

Artikel 1.-

Voor de periode van 01.01.2026 tot 31.12.2031 wordt een gemeentelijke retributie vastgesteld voor de verwijdering en opslag van voertuigen die niet in de specifieke parkeerzones (dropzones) worden gelaten.

Artikel 2.-

In de zin van onderhavig reglement wordt verstaan onder voertuig : elk voertuig, elke fiets of elk voortbewegingstoestel die valt onder de artikels 2.15.1, 2.15.2, 2.15.3, 2.17, 2.18, 2.19 en 2.20 van de Wegcode, met uitzondering van een motorvoertuig.

Tarief**Artikel 3.-**

De retributie voor de verwijdering van een fietsdeelvoertuig wordt vastgesteld op :

- 100,00 EUR per fiets of step ;
- 200,00 EUR per cargofiets of scooters.

De dagelijkse retributie voor de bewaring van een fietsdeelvoertuig wordt vastgesteld op :

- 20,00 EUR per fiets of step ;
- 30,00 EUR per cargofiets of scooters.

De dagelijkse retributie is verschuldigd vanaf de dag volgend op die van de verwijdering van het voertuig.

Retributieplichtige**Artikel 4.-**

De retributie is verschuldigd door de operator in de zin van de ordonnantie van 29.11.2018 .

Minnelijke invordering**Artikel 5.-**

De gemeente stuurt de operator van het voertuig binnen tien werkdagen na de verwijdering een aangetekende brief waarin hij in kennis wordt gesteld van de verwijdering van zijn voertuig.

Artikel 6.-

De in artikel 3 bedoelde forfaitaire retributies moeten tijdens de openingsuren van het departement Openbare Ruimte door de operator of een naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger worden betaald voordat het voertuig bij het gemeentelijk magazijn wordt opgehaald.

Minnelijk bezwaar**Artikel 7.-**

Het bezwaar moet gericht worden :

- hetzij per brief via post aan het departement Openbare Ruimte, Charles Thielemanslaan 93 te 1150 Brussel ;
- hetzij per mail via het verplicht formulier, volledig ingevuld en ondertekend, beschikbaar op de internetsite van de Gemeente (www.woluwe1150.be) onder de rubriek "Bezwaar - Parkeren in de openbare ruimte van de voertuigen bedoeld in de ordonnantie van 29.11.2018 over fietsdelen".

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de brief bedoeld in artikel 5.

Artikel 8.-

De indiening van een bezwaar ontslaat de operator niet van de verplichting zijn voertuig op te halen en de retributie te betalen. De onrechtmatig geïnde bedragen zullen worden terugbetaald indien een gunstig gevolg wordt gegeven aan het bezwaar.

Artikel 9.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 10.-

Gedurende de hele afhandelingsprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Bewaartermijn**Artikel 11.-**

Het verwijderde voertuig wordt bewaard gedurende een periode van 6 maanden vanaf de eerste dag van het

depot.

Na afloop van de bovengenoemde termijn van zes maanden wordt het voertuig dat niet door zijn operator of een rechthebbende is opgeëist, geacht definitief te zijn achtergelaten en mag de gemeente erover beschikken overeenkomstig artikels 3.58 en 3.59 van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 12.-

Indien het voertuig niet wordt teruggenomen, wordt bij aangetekend schrijven een aanmaning tot betaling van de voor de verwijdering en opslag verschuldigde retributie aan de retributieplichtige gezonden, waarvan de kosten EUR 15,00 bedragen.

Gedwongen invordering

Artikel 13.-

In geval van niet-betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 14.-

De retributieplichtige mag beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 15.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitter,
(g) Christophe De Beukelaer

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 18 december 2025

De Gemeentesecretaris,



Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,



Benoît Cerexhe